

# Une idéologie tenace

L'idéologie de l'intégration par le sport s'est développée en France depuis les années 1980, encouragée par des politiques publiques, portée par la croyance dans les vertus intégratrices «naturelles» du sport, mais aussi par l'enthousiasme aveuglant d'une partie des chercheurs qui s'y sont penchés.

Une des raisons pour lesquelles l'expression «intégration par le sport» s'est développée au cours des années 1980 en France tient à la diversification des lieux institutionnels de la pratique sportive. En dehors des institutions traditionnelles, telles les fédérations sportives, l'école ou l'armée, la pratique sportive s'est considérablement développée dans d'autres secteurs: les entreprises y ont trouvé le moyen d'en tirer des profits économiques, et, accessoirement, des profits symboliques par l'image positive véhiculée par le sport; la pratique «libre» ou «sauvage», hors cadre institutionnel, s'est elle aussi considérablement développée. Plus étonnante est son apparition dans le secteur de l'animation socioculturelle et de la prévention: à l'exception notoire des Maisons de Jeunes et de la Culture, ce secteur s'est souvent positionné contre l'idéologie

sportive traditionnelle, et ses représentants refusaient – et certains refusent toujours – de voir dans le sport un moyen d'éducation populaire et d'émancipation de l'être humain.

## Le développement des activités physiques et sportives

Des données chiffrées issues de diverses enquêtes menées à la fin des années 1980 ont permis de constater que la place du sport dans le secteur socioculturel s'est effectivement développée (Koebel 2002). Même si ce secteur a des contours mal définis, on peut y dénombrer quelque 12'000 structures spécifiques. Une analyse secondaire des résultats de l'enquête «employeurs» d'un contrat d'études prospectives (Itaque 2000) fait apparaître que, dans plus de 45% des structures, les activités physiques et sportives (APS) apparaissent comme l'un des quatre principaux domaines d'activités. Une autre enquête portant sur plus de 2'000 entreprises confirme ces résultats et les précise: les APS sont l'activité principale de 12% des structures, et viennent en seconde position pour 6% d'entre elles. Ainsi, ce seraient plus de 5'000 structures qui organisent des APS, dont environ 1'500 en ont fait leur activité principale (Koebel 2002).

Des résultats comparables peuvent être obtenus en analysant le personnel salarié dans les structures socioculturelles: les «animateurs sportifs» représentent ainsi 7% de la famille animation (hors personnel pédagogique occasionnel) et 10% des «animateurs socioculturels» (et assimilés) catégorisés par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE); c'est-à-dire environ 10'000 salariés.

La plupart des emplois types en relation avec le sport ne sont pas spécifiques au secteur de l'animation socioculturelle. Ce qui les différencie, c'est qu'ils s'intègrent dans un contexte sociopolitique et institutionnel particulier: les APS sont considérées avant tout comme outil et support d'animation ou d'inter-

vention sociale, au service d'un projet ou d'une politique d'intégration socioculturels, et non au service d'une logique de profit économique, politique, médiatique, pédagogique ou encore proprement «sportif».

Néanmoins, on voit apparaître ce que l'on appelle de plus en plus fréquemment des «animateurs socio-sportifs». Ils sont présents dans les structures qui ont une politique d'animation de proximité en direction de publics en difficulté, dans des zones géographiques concernées par des politiques volontaristes de l'Etat, de certains établissements publics ou des collectivités territoriales, qui assurent le financement de projets, dont certains visent l'intégration par le sport. Ces financements – souvent initiés par des organismes publics puis relayés par les collectivités – ont permis d'abord l'embauche de vacataires ou de contrats à durée déterminée pendant les périodes de vacances, puis à terme de créer des emplois plus stables.

Les caractéristiques des animateurs – souvent eux-mêmes des sportifs – font qu'ils sont parfois en contradiction avec les objectifs de la structure qui veut se démarquer du sport et de sa logique compétitive. Cette coexistence d'animateurs issus des filières de formation d'éducation populaire et d'animateurs sportifs issus du milieu fédéral a été renforcée par les successives lois sur le sport, en obligeant les employeurs à recruter des éducateurs sportifs titulaires d'un diplôme homologué.

Ainsi, non seulement les APS sont utilisées de plus en plus dans le secteur socioculturel, mais on trouve aussi de plus en plus de professionnels et de structures qui les utilisent comme activité principale, notamment dans les quartiers sensibles de la politique de la ville, portés et encouragés par des sources de financement spécifiques qui se sont développés au cours des années 1980 et qui ont perduré (en se transformant) jusqu'à aujourd'hui.

## Les contradictions des discours sur l'intégration par le sport

Dominique Charrier et Jean Jourdan mettent en évidence que le plébiscite en faveur d'un sport moteur d'intégration du début des années 1980 a fait place au scepticisme ambiant reflet des nombreuses désillusions issues de ces actions (Falcoz & Koebel 2005). Malgré cette prise de distance, les deux auteurs émettent plus qu'une hypothèse: «on peut affirmer que depuis plus de 20 ans le sport est en première ligne dans les zones urbaines sensibles».

Or, lorsqu'on lit le rapport de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles paru en décembre 2005, on n'y trouve pas une seule fois le mot «sport». La loi d'orientation et de pro-

grammation pour la ville et la rénovation urbaine du 1er août 2003 ne parle elle non plus du sport. L'annexe de cette loi, qui définit les objectifs et indicateurs de la politique de la ville, ne laisse apparaître aucune trace d'un objectif ou d'un indicateur qui concerneraient de près ou de loin le sport ou les activités physiques et sportives.

Comment se fait-il que le sport puisse être considéré par certains auteurs comme un fait incontournable dans la politique de la ville et dans les pratiques des intervenants dans les quartiers sensibles en France, et que l'on n'en trouve pas une seule trace dans les travaux d'un Observatoire national des politiques de la ville et dans les objectifs de cette politique? Comment expliquer cette apparente contradiction?

Une première explication provient du véritable hiatus qui semble exister entre une vision politique nationale – celle de la politique de la ville dans les quartiers sensibles – et une vision locale – celle des acteurs qui mettent en œuvre localement cette politique.

Quand un responsable national veut étudier les effets d'une politique globale, il ne s'intéresse pas dans le détail aux activités d'animation qui vont contribuer à réaliser un objectif de prévention de la délinquance, surtout si le sport est considéré comme l'un des outils – et de loin pas le seul – servant cet objectif. Pourquoi en effet dans cette perspective séparer les activités physiques et sportives des autres activités pouvant y concourir? Une telle séparation serait tout à fait artificielle.

Inversement, quand des acteurs sont centrés sur le sport ou les APS, qu'ils soient éducateurs, animateurs, formateurs, acteurs politiques ou même chercheurs, ils focalisent leurs analyses et leurs discours sur le sport, et ont – ou donnent parfois – l'impression que celui-ci est plus important que tout le reste. S'ils ont toujours tendance à penser et à croire que leur activité est indispensable, c'est souvent qu'elle est indispensable à leur propre survie et à leur propre reconnaissance sociale. D'où une surévaluation des effets positifs du sport – et plus particulièrement de leur spécialité – et son intérêt pour résoudre toutes sortes de problèmes.

## Les politiques d'intégration par le sport

Une autre explication que l'on peut avancer est liée à la spécialisation des ministères. En consultant les lois d'orientation successives de la politique de la ville, on s'aperçoit que le sport y était cité jusqu'au jour où le ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative a pris à son compte le développement d'une notion proche de l'intégration par le sport: «la fonction éducative et sociale du sport, qui vise en particulier l'accès de tous à la pratique sportive et en particulier les publics les plus en difficulté». Le partage des compétences et des moyens entre ministères semble avoir eu pour effet connexe de déresponsabiliser le ministère chargé de la politique de la ville de cette «préoccupation sportive».

Ce qui peut paraître plus étonnant, c'est que les colloques et journées d'études sur la question de l'insertion et de l'intégration par le sport qui ont été organisés depuis la fin des années 1980 ont laissé se développer des discours où l'engouement pour le sport a contribué à brouiller les messages, à laisser se développer – tout en les valorisant – des analyses très subjectives. Là aussi l'enracinement professionnel et l'appartenance institutionnelle peuvent être invoqués pour expliquer l'apparition dans les discours de prises de position emphatiques – ou d'ailleurs de discours critiques – plus que d'analyses objectives étayées par des enquêtes. Les colloques se sont succédés et les approches scientifiques sur les effets de la pratique sportive sur l'intégration de populations en souffrance restent rares voire inexistantes. Alors que l'idée des valeurs intrinsèquement et inconditionnellement attachées au sport continue à dominer, par exemple, au sein du Ministère de la Jeunesse et des Sports. Le plus récent colloque à prétention scientifique (à Salé au Maroc en 2004) est décevant, tant sur les résultats attestant les effets supposés intégrateurs du sport que sur le nombre de chercheurs qui s'y intéressent ou qui y travaillent: parmi les quelque quarante propositions de communications reçues par les organisateurs, seules quelques-unes concernent les effets réels de la pratique sportive sur des populations en difficulté.

La clarification des connaissances sur l'intégration par le sport apportée par l'ouvrage qui a fait suite à ce colloque (Falcoz & Koebel 2005) conduit à établir qu'il n'existe toujours pas de résultats tangibles montrant une intégration par le sport s'opérant de manière automatique et constante. Ce constat conduit à relativiser les discours des acteurs politiques, médiatiques ou sportifs vantant leurs réussites en matière d'intégration par le sport. De plus, il est nécessaire, pour tenter d'évaluer les effets à plus ou moins long terme des pratiques sportives dites intégratives, de prendre en compte de nombreuses variables liées à la pratique, à son encadrement et aux pratiquants eux-mêmes, tout en réalisant des suivis de cohortes sur des périodes longues. Si ce type d'études n'a toujours pas été réalisé en France, autrement que de manière anecdotique, c'est que leur mise en œuvre est extrêmement complexe et coûteuse. Deux éléments renforcent l'absence de ce type de travaux. D'une part, la partie consacrée à l'évaluation au sein d'une politique publique est souvent minimale voire inexistante, ou réalisée de manière lapidaire sans réel souci de méthode ni d'adossement scientifique. D'autre part, le contexte économique du finance-

ment de la recherche en France est de plus en plus dominé par un souci de rentabilité économique. L'une des conséquences de la quasi absence de moyens financiers est le développement d'analyses critiques dont le matériel se limite souvent au recueil de discours sur l'intégration.

Le débat est loin d'être clos en matière d'intégration par le sport. Les acteurs politiques et administratifs des ministères ou des collectivités concernés par les politiques d'intégration par le sport restent pour la plupart empreints du mythe de l'intégration par le sport. De ce fait, les discours développés par ces acteurs et par les médias, en l'absence d'autres types de travaux ou d'études, demeurent dominants et semblent faire preuve d'authenticité. Ils ne peuvent continuer à faire croire que l'on peut s'abstraire d'une analyse scientifique des pratiques dont ils autorisent le développement, quelles qu'en soient les conditions, quelle qu'en soit la formation des acteurs professionnels que l'on engage dans la bataille.





## **Integration durch Sport – eine zählebige Ideologie**

*In den letzten 30 Jahren haben sich sportliche Aktivitäten in Frankreich diversifiziert. Einen zunächst ungewöhnlichen Bereich stellen die soziokulturelle Animation und Präventionsprojekte dar. Ungewöhnlich ist dies deshalb, weil deren Promotoren seit den siebziger Jahren entschieden gegen sportliche Aktivitäten eingestellt waren. Über den Sport will man aber jetzt einerseits schwer erreichbare, «problematische» Zielgruppen ansprechen, gleichzeitig aber auch öffentliche Gelder mobilisieren. Die Verfechter von «Integration durch Sport» sind sowohl politische Akteure, Angestellte des öffentlichen Dienstes, die solche Programme finanzieren, aber auch – paradoxerweise – Forschende, die sich der Thematik annehmen. Eingenommen durch die sich bietenden Möglichkeiten auf institutioneller und beruflicher Ebene sind sie nach Meinung des Autors der Ideologie erlegen, dass Sport der Träger von wahren Werten und Tugenden sei.*

### **Bibliographie**

- Falcoz, Marc; Koebel, Michel (éd.), 2005, Intégration par le sport: représentations et réalités. Paris: L'Harmattan (coll. Logiques sociales).
- Charrier, Dominique; Jourdan, Jean, 2005, Pratiques sportives et jeunes en difficulté: 20 ans d'innovations et d'illusions... et des acquis à capitaliser. Dans: Falcoz, M. ; Koebel, M. (éd.) Intégration par le sport: représentations et réalités: 17-37.
- Koebel, Michel, 2002, Le secteur de l'animation socioculturelle. Dans: Camy, Jean (éd.), Le Roux, Nathalie (coord.), L'emploi sportif en France: situation et tendances d'évolution. Étude réalisée pour le Ministère de l'Éducation Nationale. AFRAPS – RUNOPES: 361-374.
- Itaque, 2000, L'animation socioculturelle. Paris: Ministère de l'emploi et de la solidarité, La Documentation Française.
- Recueil des actes, n.d., Colloque intégration par le sport: mythe ou réalité? Chalons en Champagne 16 octobre 2004. Reims: Université de Reims Champagne Ardenne, Conseil Général de la Marne.